



Le Secrétaire général

Monsieur Jean-François CARENCO
Président
Commission de Régulation de l'Energie
15 rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 08

Paris, le 10 juillet 2019

Objet : consultation publique sur la structure tarifaire TURPE 6

Monsieur le Président,

La CFE Énergies, seconde organisation syndicale représentative des salariés des Industries Electriques et Gazières, participe depuis de très nombreuses années aux nombreux débats publics et différentes consultations destinés à définir les choix de politique énergétique, en France comme en Europe, en défendant des choix guidés par le pragmatisme, l'esprit de service public et l'investissement industriel.

Après avoir répondu à la consultation publique que vous avez lancée le 14 janvier 2019 sur le cadre de régulation tarifaire des gestionnaires d'infrastructures régulées, la CFE Énergies tient par la présente à répondre à la consultation publique que vous avez lancée le 23 mai 2019 sur la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité.

Comme nous vous l'avons indiqué dans nos réponses aux précédentes consultations de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE), la CFE Énergies est convaincue qu'avec le développement des énergies renouvelables (EnR) électriques et demain du stockage d'énergie, l'émergence de l'autoconsommation énergétique et de nouveaux modes de consommation favorisés par la digitalisation, les infrastructures que sont les réseaux électriques sont plus que jamais au cœur de la révolution énergétique de ce siècle et de la sécurité des approvisionnements énergétiques de notre pays comme de l'Europe. Au moment où la France fait de la neutralité carbone en 2050 sa priorité, entraînant dans son sillage de nombreux pays européens, le rôle clef joué par les réseaux électriques est unanimement reconnu.

Dans ce contexte, la CFE Énergies estime une nouvelle fois que la CRE doit construire un cadre tarifaire favorable à l'investissement industriel. Ce cadre tarifaire doit bien évidemment être compréhensible pour les consommateurs qui doivent payer le prix le plus juste, il doit aussi accompagner le développement de l'électromobilité, il doit enfin inciter les gestionnaires de réseaux à investir pour maintenir dans la durée la qualité de service pour les consommateurs.

.../...

LA CFE ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS !

Il en va de la qualité et de la pérennité du service public porté par les gestionnaires de réseaux électriques et auquel leurs salariés, comme les citoyens français et leurs élus, sont attachés.

Dans ce cadre, la CFE Énergies proposait dès les consultations sur TURPE 5 un réexamen du ratio puissance-énergie. Avec les évolutions du système électrique constatées depuis quelques années, le cadre du TURPE 6 doit sans plus attendre rééquilibrer la structure tarifaire autour d'une part fixe plus importante et d'une part variable nécessairement plus faible qu'aujourd'hui. Une meilleure prise en compte de la composante puissance de la tarification nous semble en effet cruciale pour le maintien dans la durée de la couverture du financement des infrastructures régulées des réseaux électriques et au renforcement du caractère « assurantiel » que représentent de telles infrastructures pour la collectivité.

Au-delà de ce positionnement d'ensemble, la CFE Énergies tient à apporter les réponses aux questions au cœur de cette consultation publique.

- La CFE Énergies n'a pas d'objection aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6.
- Si nous pouvons partager les principes de la tarification au coût marginal et de la tarification de l'injection, nous tenons néanmoins à rappeler qu'il en va de l'intérêt général de bien localiser les installations de production au regard de la structure du réseau électrique et de donner, via le prix du raccordement, un signal prix important pour les investisseurs dans installations de production.
- Un découpage du TURPE en différentes composantes qui retraceraient les services rendus aux utilisateurs du réseau fait sens.
- Outre que la composante de gestion envisagée par la CRE ne doit pas se limiter aux coûts de gestion mais doit également inclure la mise à disposition du réseau, la CFE Énergies serait favorable à un tarif spécifique pour les autoproducteurs afin de ne pas mettre en péril la solidarité que le réseau constitue pour les différents types d'utilisateurs du réseau.
- La CFE Énergies est favorable à une actualisation du niveau de la composante comptage qui retracerait aux clients les économies réalisées grâce aux compteurs communicants, même si elle tient à rappeler que si le coût de la relève est amené à diminuer, des coûts nouveaux de maintenance des compteurs, des concentrateurs et de toute la chaîne de communication doivent, eux aussi, être considérés, comme les coûts de gestion, et de sécurisation des données.
- La CFE Énergies soutient la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles, au nom de la stabilité et de la lisibilité des tarifs pour les consommateurs. De même, la CFE Énergies est favorable à la généralisation des options tarifaires 4 plages temporelles si elle est accompagnée du nécessaire rééquilibrage entre énergie et puissance, pour tenir compte de l'évolution des usages vers moins de consommations en énergie mais plus gourmands en puissance. Cette généralisation doit se faire dans le calendrier du TURPE 6, tout en laissant aux consommateurs, via un plan de communication adapté, le temps d'assimiler ces évolutions tarifaires, comme ce fut le cas lors de la mise en place d'EJP et de Tempo. Il faudra cependant veiller à l'accompagnement spécifique des clients non équipés du compteur Linky.

.../...

- Pour les utilisateurs non équipés de compteur évolué à l'horizon TURPE 7, la CFE Énergies défend le maintien de tarifs de réseau historiques (base ou HP/HC sans saisonnalité) pour ne pas les pénaliser.
- Sur l'option HTA pointe mobile, la CFE Énergies considère que c'est au regard de la réalité de la souscription et de son intérêt pour le gestionnaire de réseaux que la décision de maintien ou de suppression doit être prise.
- Du fait de la superposition avec les options 4 plages temporelles, la mise en œuvre des options « pointe mobile » et « semaine / weekend » rendrait le signal prix envoyé aux consommateurs aussi complexe qu'illisible. Elle n'est donc pas souhaitable.
- Sur la possibilité donnée à RTE de modifier heures creuses et jours de saison haute en HTB, il nous semble indispensable qu'elle soit le fruit d'une concertation préalable entre GRD, GRT, fournisseurs et consommateurs et d'une analyse elle-aussi préalable des conséquences pour le gestionnaire du réseau de distribution.
- La CFE Energies est favorable à l'ouverture d'un débat sur l'opportunité d'une tarification de l'injection au regard de l'importance des raccordements des productions d'énergies renouvelables dans les prochaines années. Pour autant, l'introduction d'un tarif à l'injection, « centré en zéro » et qui pourrait conduire à une tarification différenciée géographiquement, doit rester compatible avec le principe de la péréquation.

C'est parce que les salariés des gestionnaires des réseaux électriques veulent voir dans le cadre réglementaire que vous proposerez une réelle incitation à investir et à maintenir la qualité du service public que la CFE Énergies a souhaité vous livrer ses analyses et recommandations.

A cette fin, nous sommes à votre entière disposition pour vous exposer plus avant nos analyses et propositions.

Espérant que ces propositions seront utiles à votre réflexion et inspireront vos prochaines décisions, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

et cordiaux.

